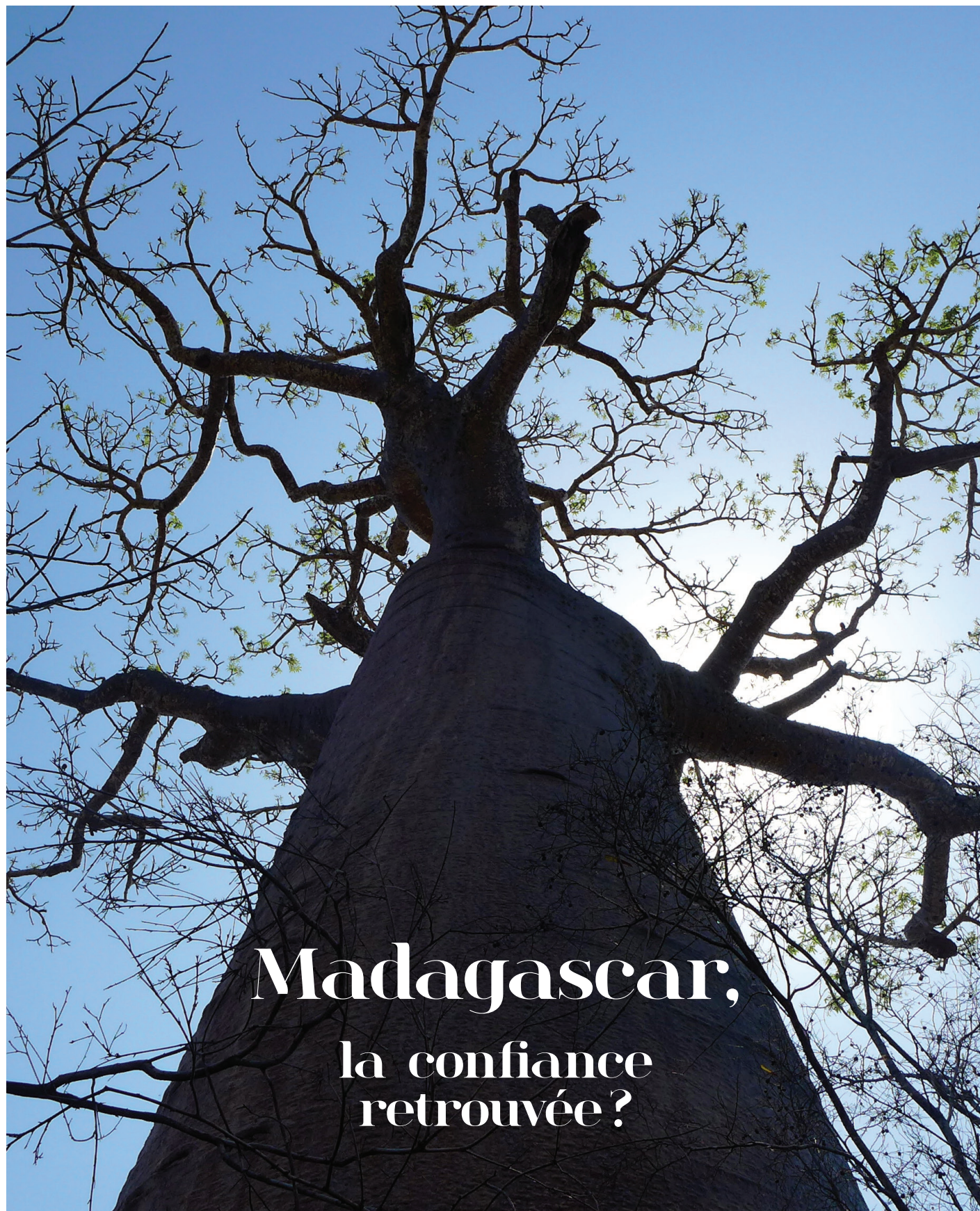


NATIONS EMERGENTES

N°32
Juillet
2017

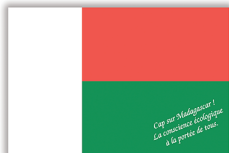
REVUE DE COMMERCE INTERNATIONAL www.nations-emergentes.org



Madagascar,
la confiance
retrouvée ?

CAP MADAGASCAR VOYAGES MALAGASY

Une équipe de spécialistes à votre écoute



www.capmadagascar.com

"Vols, séjours, circuits dans le monde entier
à des prix très compétitifs"



*Partenaire de l'Open Tennis Malagasy

**CAP
MADAGASCAR,
PREMIÈRE
AGENCE
SPÉCIALISÉE
DE L'OCÉAN
INDIEN!**

00 33 1 42 86 99 88

39, rue Servan - 75011 Paris

La confiance retrouvée ?

Après des années de traversée de désert, la Grande île est de retour. Elle a réussi à surmonter la crise politique de 2009 liée à la destitution de l'ex-Président Marc Ravelomanana. En 2013, le pays a organisé de nouvelles élections et élu en décembre un nouveau Président, Hery Rajaonarimampianina. Ce dernier est un homme pragmatique qui ambitionne de donner à la Grande île, un nouveau souffle en misant sur l'ouverture et des réformes pour séduire les investisseurs et opérer le rattrapage économique. Cette politique a trouvé un écho favorable dans le milieu des affaires et Madagascar a renoué ses liens avec les instances régionales et internationales en accueillant en 2016 sur son territoire, le Sommet de COMESA (Marché commun pour l'Afrique Orientale et Australe) et le Sommet de la Francophonie. Ces événements représentent un tournant majeur pour Madagascar qui a pu recueillir à cette occasion, 6,4 milliards de Dollars de promesses d'investissement provenant de diverses institutions internationales.¹

Avec le Sommet de la Francopho-

nie en novembre 2016, la Grande île a acquis une meilleure visibilité sur la scène internationale et bénéficié de la confiance des opérateurs - ce qui s'est traduite par une reprise du partenariat entre la Madagascar et l'Union européenne. Madagascar a pu ainsi réintégrer les circuits d'échanges internationaux. La confiance est certes indispensable pour l'avenir du pays mais elle n'est qu'un préalable pour opérer le rattrapage économique. Et, c'est là que se focalisent les principaux défis de la Grande île.

Depuis la crise de 2009, le bilan économique est accablant. Le pays a accumulé des retards par rapport à ses voisins, Île Maurice et la Réunion. Maurice, par exemple, a pu surfer sur la mondialisation pour attirer des investissements et améliorer le niveau de vie de sa population alors que la classe moyenne malgache est sortie exsangue de la crise. Le taux de la pauvreté a augmenté, passant de 70,8 % en 2001 à plus de 75,3 % en 2010. De nombreuses familles malgaches ont été contraintes d'abandonner la scolarité de leurs enfants, faute de moyens. Selon la tribune,

73,7 % de sa population vit encore aujourd'hui en-dessous du seuil de pauvreté avec moins de 2 dollars par jour.² La Grande île a ainsi négligé un facteur-clé pour son développement économique : l'éducation. L'État malgache n'avait pas de moyens suffisants pour assurer l'éducation de sa population par suite du retrait des bailleurs de fonds internationaux.

Sur le plan économique, il semble que l'État malgache ne contrôle pas même ses ressources naturelles comme le prouve le trafic du bois rose et de pierres précieuses provenant de la Grande île, qui sont commercialisés en toute impunité à l'étranger.

Koffi Annan écrivait : « Sans bonne gouvernance, sans état de droit, sans administration prévisible, sans pouvoir légitime et sans une réglementation adaptée, les financements et les dons les plus abondants ne sauraient assurer la prospérité »³. Tels sont les défis de Madagascar, qui doit restaurer la confiance dans ses institutions pour pouvoir faire un bond en avant. ○

Douraya ASGARALY

Nous vous invitons à réagir à cet éditorial en nous écrivant à l'adresse mail suivante:
contact@nations-emergentes.org

1) *La Tribune* - décembre 2016

2) *La Tribune*, ibid.

3) *Koffi Annan* - discours 2005

NATIONS EMERGENTES

N°32 | Juin 2017

Association de loi 1901 | W931002897
ISSN : 2429-7461
Email: contact@nations-emergentes.org
web: www.nations-emergentes.org

• **Directrice de publication** •
Douraya ASGARALY
Tél.: (33) 6 16 63 45 19
Email: nat.emergentes@yahoo.fr

• **Consultant éditorial** •
Hervé THÉRY - <http://confins.revues.org>

• **Ont participé à ce numéro** •
Mireille Mialy Rakotomalala, Sophie Moreau
Catherine Fournet-Guérin, Jeremie Goldien Ravahimanana

• **Avec** •
Yelka ORLIC, maquette
Gwendal LE SCOUL, conception graphique

• **Photo de couverture** •
Catherine Auriol - Jacaranda de Madagascar
<http://www.jacaranda.fr/>

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	3
FICHE PAYS	4
LE PAYS... VU PAR UN SPÉCIALISTE	8
FOCUS: CONQUÉRIR LE MARCHÉ DU PAYS	12
LES SECTEURS PORTEURS	15
EXPORTER AU PAYS: MODE D'EMPLOI	20
LE CARNET DIPLO'	22
FOIRES ET SALONS	23



Mahajanga

Antsiranana

Canal du Mozambique

Toamasina

ANTANANARIVO

MADAGASCAR

Océan Indien

Toliara



LES DONNÉES POLITIQUES

- **Nature du Régime**
République semi présidentielle
- **Chef de l'État**
Hery Rajaonarimampianina depuis 2014
- **Premier Ministre**
Olivier Mahafaly Solonandrasana depuis 2016

LES PRINCIPALES VILLES

ANTANANARIVO (ex Tananarive) est la capitale de Madagascar, située dans la plaine du Betsimitatatra à 1250 mètres d'altitude, au cœur de l'Imerina dans les Hautes Terres. En 2014, sa population dépassait 2,2 millions. La capitale concentre la plupart des activités : économique, culturelle et politique. Elle est reliée par un aéroport international d'Ivato.

ANTSIRANANA (ex Diego Suarez) La ville fût un comptoir commercial dynamique avant la période de colonisation du fait de son positionnement : une presque île ouverte sur l'Océan Indien. En 2008, sa population était de 105 000 habitants avec une forte présence de minorités : des Français, des Comoriens, les Chinois et Indiens. La ville est reliée à la capitale par une route nationale et par une ligne aérienne locale.

MAHAJANGA (ex Majunga) est la ville portuaire de la côte nord-ouest de Madagascar à 570 km de Tananarive. Elle est située à l'embouchure du fleuve Betsiboka et Morondava. La ville comptait 244 280 habitants en 2014 avec une présence de groupes ethniques : Sakalava (10%) , des Karana (Indo-pakistanaï), des Français et des Chinois. C'est le second port de Madagascar. La ville est reliée par une ligne aérienne locale.

TOAMASINA (ex Tamatave) est situé à l'est de Madagascar. C'est le premier port de la Grande île sur la côte Est, à 380 km de la capitale. On y cultive beaucoup de produits agricoles pour l'exportation comme le café, le cacao, les bananes, clous de girofle, vanille, poivre... Le trafic portuaire est facilité par un bon réseau routier et une voie ferroviaire qui relie la ville à la capitale.

TOLIARA (ex Tuléar) est également une ville portuaire de Madagascar. En 2014, sa population était estimée à 171 000 habitants. La ville abrite un des sites du projet d'exploration pétrolière en mer à Madagascar. Elle est reliée à la capitale par une route nationale.

Aspect culturel

Mireille Mialy Rakotomalala

Ex-Ministre de la culture et du patrimoine de Madagascar

MADAGASCAR : UN SANCTUAIRE CULTUREL ET NATUREL

UNE RÉELLE LITTÉRATURE FRANCOPHONE

Madagascar a accueilli en novembre 2016 le XVIème Sommet de la Francophonie. Un événement qui marque l'ancrage de la Grande île au sein de la communauté francophone du monde notamment sur le plan politique et économique mais aussi sur le plan culturel. La langue française est une des langues officielles dans cette île de plus de 20 millions d'habitants. Langue d'enseignement et utilisée dans l'administration, c'est dans la littérature que l'appropriation de la langue française s'illustre le mieux. Dès les années 30, en pleine période de colonisation, Jean-Joseph Rabearivelo s'est révélé un parfait bilingue maniant la langue française avec une maîtrise sans égale.

En 1988, le malgache Jacques Rabemananjara s'est vu attribuer la première « Grande médaille de la Francophonie », suivi en 2012 de l'écrivain Michèle Rakotoson (« Passeport pour Antananarivo », « Juillet au pays »). Madagascar est l'un des rares pays de l'Océan Indien à avoir une réelle littérature francophone. La présence des auteurs francophones contemporains en témoigne comme Johary Ravaloson (« Géotropiques, Les larmes de letse ») ou encore Naivoaharisoa Patrick Ramamonjisoa (« Au-delà des rizières »).

LE CINÉMA EN ÉVEIL

Dans les arts visuels, le cinéma malgache connaît une dynamique particulièrement intéressante depuis quelques années. Après la naissance du cinéma malgache avec Benoît Ramampy (L'Accident, 1972) et Solo Randrasana (Very Remby, 1973), il a fallu attendre les années 2000 avec la création des Rencontres du Film Court (RFC) pour permettre l'émergence d'une nouvelle génération de cinéastes porteurs de véritables propositions de cinéma. Luck Ambinintsoa Razanjaona (Madama Esther, 2014 / Poulain d'argent de Yennenga en 2015 au Fespaco), Sitraka Randriamahaly (Varavarankely, 2010 / Hazalambo, 2011), Ludovic Randriamanantsoa (Le Glas, 2011 / Le petit bonhomme de riz, 2012),

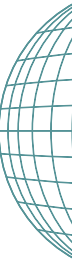


Herménegilde Razafitsihadinoana (Sur la route du café, 2015), Haminiaina Ratovoarivony (Malagasy Mankany, 2013), Lova Nantenaina (Adygasy, 2014) présentent aujourd'hui le visage du cinéma émergent de Madagascar dans les festivals internationaux.

Au carrefour de l'Asie et de l'Afrique, son peuplement est constitué de différentes ethnies issues de ce brassage asiatique, africain, arabe et de l'insulinde.

UN RICHE PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

Sur le plan culturel, Madagascar est connu pour la richesse de sa culture aux multiples facettes. Au carrefour de l'Asie et de l'Afrique, son peuplement est constitué de différentes ethnies issues de ce brassage asiatique, africain, arabe et de l'insulinde. Ces origines éparpillées ont donné naissance à un métissage culturel d'une rare et exceptionnelle diversité à l'instar des arts vivants et des arts plastiques traditionnels ou contemporains. La récente mais riche histoire de la Grande île lui a aussi permis de disposer d'important patrimoine culturel (notamment le Rova d'Ambohimanga classé patrimoine mondial de l'Unesco depuis 2001). Quant au capital naturel, depuis 1990, la Réserve naturelle intégrale du Tsingy de Bemaraha est considéré comme un centre d'endémisme de par sa grande richesse en faune comme en flore (inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco également). ◉



Le pays, sa population, sa langue et les données sociologiques

Sources : CII - Facebook

40%

0 à 14 ans

21%

15 à 24 ans

32%

25 à 54 ans

4%

55 à 64 ans

3%

65 ans et +

Les principales religions

Culte des ancêtres, associé au christianisme (protestant et catholique), ou à l'Islam (sur les côtes et dans les grandes villes)

590 000 km²
de superficie

Langues

Le malgache (ou *malagasy*) et le français.

23,57 millions d'habitants
en 2014

Les principales ethnies

On reconnaît à Madagascar 18 groupes ethniques majeurs, parmi lesquels dominant numériquement les Merina et les Betsileo installés dans les Hautes Terres, les Betsimisaraka, Tsimihety, Antaisaka, Antaimoro de l'Est, et les Sakalava à l'Ouest. Madagascar compte aussi des communautés étrangères implantées depuis l'époque coloniale : des Français, des Indo-Pakistanaï (ou Karan), des Chinois, des Créoles et des Comoriens.

Le pays

L'île de Madagascar s'étend à l'est de l'Afrique dont elle est séparée par le canal du Mozambique, large de 400 km. C'est la 4^e île au monde, de par sa superficie (590 000 km²), s'étirant sur 1580 km du nord au sud, et 570 km d'est en ouest. Elle possède des reliefs contrastés, s'étagant d'est en ouest : de la côte orientale, au climat tropical humide, on monte par un escarpement intérieur sur les Hautes Terres centrales, au climat tempéré par l'altitude, pour redescendre par des plateaux étagés vers l'ouest, ses savanes, ses forêts sèches à baobabs, et ses côtes à mangroves. Madagascar est entouré par d'autres îles comme Maurice, les Seychelles, les Comores et la Réunion.

Le peuplement de l'île est récent, datant de quelques

2000 ans. Il s'est réalisé par apports successifs au gré des réseaux commerciaux entre les différentes rives de l'Océan Indien. On y reconnaît notamment une souche austronésienne et une souche africaine, qui ont composé un métissage complexe et une culture originale.

L'essentiel de la population est rurale et paysanne, et se concentre dans le centre et l'est du pays. L'agriculture est dominée par la riziculture, l'élevage bovin, et des productions spéculatives telles la vanille et le litchi dans l'Est et le Nord, et l'aquaculture sur la côte occidentale. Le dynamisme démographique et l'évolution économique conduisent à une urbanisation rapide, comme l'illustre la croissance de sa capitale, Antananarivo (ex-Tanana- rive), des autres grandes villes du pays et des petits centres régionaux. ☉

Infrastructures

Aéroports

L'aéroport international d'Ivato à Antananarivo, et celui de Nosy-Be sont accessibles aux gros porteurs. 54 aéroports locaux. Liaisons quotidiennes entre la capitale et les principales villes.

Réseau routier

37 476 km dont 6 103 km de routes goudronnées et 31 373 km non goudronnées. Hormis sur les grands axes (Tanarive - Tamatave ;

Tanarive - Majunga ; Tanarive - Fianarantsoa et Tuléar), l'état des routes est très aléatoire, faute d'entretien régulier. Les pistes, dans les zones rurales ou dans le sud très isolé, sont empruntées par les camions, bus, véhicules 4x4, mais les trajets sont longs.

Réseau ferroviaire

836 km. Les infrastructures sont en mauvais état et les transports ferroviaires aléatoires. 4 lignes de chemin de fer à Madagascar :

- Tanarive-Côte Est (TCE) entre Tanarive et Toamasina via Moramanga (372 km) ;
- Moramanga-Lac Alaotra (MLA) entre Moramanga et Ambatondrazaka (142 km) ;
- Tanarive-Antsirabe (TA - 159 km) ;
- Fianarantsoa-Côte Est (FCE) entre Fianarantsoa et Manakara (163 km)

Transport maritime

Ports maritimes : Toamasina, Antsiranana, Mahajanga, Toliara, Ehoala. ☉

Les chiffres clés de l'économie

Sources: World Bank

UN - Comtrade

Monnaie: Ariary depuis 2003 (MGA)

PIB (en milliards de \$)

2013	10,60
2014	10,67
2015	9,73

Croissance du PIB (en%)

2013	2,3
2014	3,3
2015	3,1

PIB par habitant (\$)

2013	1 370
2014	1 410
2015	1 410

Les investissements directs étrangers (millions de \$)

2013	566,54
2014	350,65
2015	517,45

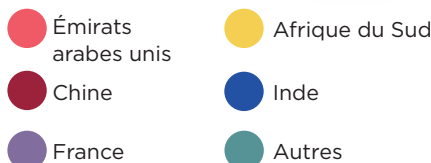
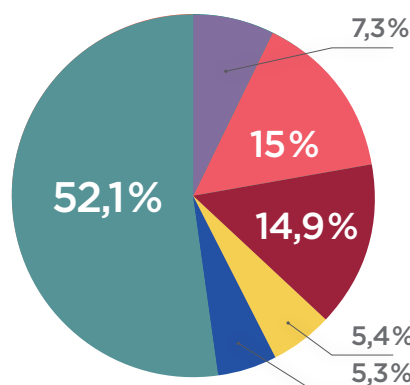
Les échanges entre la France et Madagascar en 2015

Export	362,28 millions de \$
Import	446,50 millions de \$

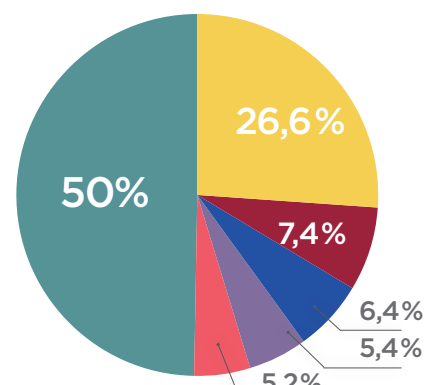
contacts clés

Ambassade de Madagascar
www.ambassade-madagascar.com
 Chambre de commerce franco malgache
www.ccifm.mg
 Portail du gouvernement malgache
www.primature.gov.mg
 Agence nationale de la promotion de l'information
hwww.edbm.gov.mg
 Site de la douane de Madagascar
www.douanes.gov.mg
 La gazette de Madagascar
www.lagazette-dgi.com
 Tribune de Madagascar
www.madagascar-tribune.com
 Midi de Madagascar
www.midi-madagasikara.mg
 L'express de Madagascar
www.lexpressmada.com

Les principaux fournisseurs de Madagascar en 2015 (Import)

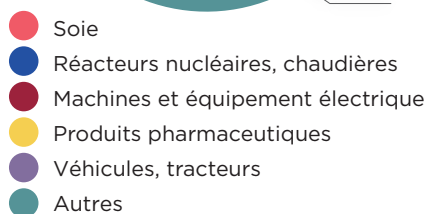
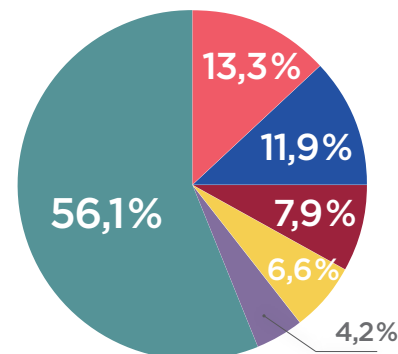


Les principaux partenaires de Madagascar en 2015 (Export)

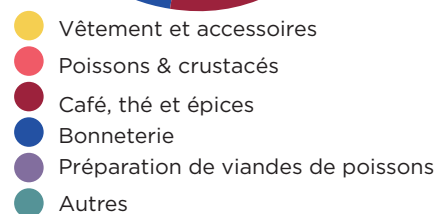
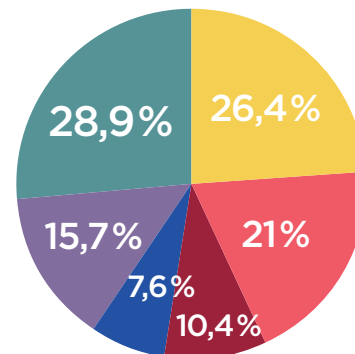


Source : UN Comtrade

Les produits exportés par la France en 2015

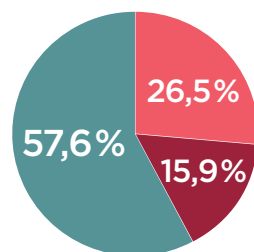


Les produits Importés par Madagascar en 2015



Source : UN Comtrade

Répartition du PIB par secteurs en 2014



Source : Images économiques du monde 2017

VOS VISAS POUR L'ALGÉRIE, LE CAMEROUN, LE MALI ET LE NIGÉRIA

avec VISA PLUS, expert en formalités, vous serez servi !

Service rapide, délais respectés.

www.visa-plus.fr/index.php

Madagascar, terre de fortes potentialités

Auteur: Sophie Moreau

Après des années de turbulences politiques, Madagascar est de retour. Sophie Moreau, géographe à l'Université de Paris-Est, Marne la Vallée et spécialiste de ce pays nous fait découvrir les atouts et les handicaps de la Grande île qui mise sur les réformes et l'ouverture pour séduire les investisseurs et pour opérer le rattrapage économique.

Investir à Madagascar, un parcours du combattant ?

Madagascar sort tout juste d'une période de crise politique ayant débuté avec le renversement du président Marc Ravalomanana en 2009, et la mise en place d'un régime dit de transition durant laquelle l'économie nationale s'est appauvrie, à la suite du repli prudent des bailleurs et de certains investisseurs, et replié sur des secteurs extractifs souvent opaques, le plus connu étant le trafic de bois de rose.

À Madagascar, les investissements directs étrangers (IDE) ont été dopés au début des années 2000, grâce à de très gros projets extractifs miniers, puis ont connu une forte baisse entre 2009 et 2013, et se sont rabattus sur les secteurs financiers, extractifs et les télécommunications. Alors qu'en dépit de la crise de 2008-2009, certains pays africains connaissaient des taux de croissance à deux chiffres dans les années 2010, l'économie malgache a stagné. Madagascar n'est pas, ou du moins pas encore, une nation émergente, mais tente plutôt de sortir de l'immersion, entre autres en attirant les investissements étrangers.

Depuis le début des années 2000, Madagascar a cherché à clarifier et moderniser sa législation en matière d'investissement privé, national et étranger, pour rendre le pays plus attractif : nouveau code d'investissement, avec une fiscalité intéressante pour les entreprises étrangères, création de l'EDBM (Economic Development board of Madagascar), nouvelle loi foncière facilitant l'accès au foncier pour des entrepreneurs, législation environnementale encore peu contraignante.

Il n'empêche que les investisseurs se heurtent à de nombreux obstacles dont les principaux relèvent de la mal-gouvernance. Les alternances du pouvoir par la force plutôt que par les urnes, font que les équipes dirigeantes au niveau natio-

nal mais aussi régional et local sont instables, contestées, et donc fragiles. Elles sont critiquées pour leur faible considération de l'intérêt général, au bénéfice d'intérêts privés, ce qui favorise la corruption, à tous les niveaux. Ces pratiques douteuses et opaques peuvent à court terme favoriser des investisseurs peu scrupuleux, mais elles sont aussi un immense facteur de risque car elles entachent la légalité et l'acceptabilité par la population des entreprises concernées et de leurs activités, ce qui finit par compromettre voire anéantir leurs projets.

Une autre difficulté tient aux relations avec la population des zones d'implantation des projets. L'année 2016 a ainsi été marquée par la contestation par les habitants de la commune concernée, d'une entreprise d'extraction d'or qui, bien que parfaitement en règle, avait négligé la consultation et la négociation transparente avec la population locale. Le flou de la situation foncière, la faiblesse de la législation cadrant la responsabilité sociale et environnementale des entreprises sont ici en cause. Elle est rendue d'autant plus nécessaire par le contexte : une population paysanne très fortement attachée à ses terres, une fibre patriotique importante, une tendance à exploiter politiquement le thème de l'accaparement des terres, et une biodiversité unique au monde à préserver et ou utiliser précautionneusement.

A cela s'ajoute d'autres facteurs de risques pour des activités industrielles ou tertiaires. On commencera par le risque cyclonique, récurrent, responsable de pertes de vies humaines mais aussi de dégradation voire de destruction des cultures, des bâtiments, des routes. On signalera aussi la faiblesse de l'approvisionnement énergétique, surtout électrique, le mauvais état des routes qui allonge la durée des transports, la





pauvreté du tissu industriel qui oblige à des importations coûteuses de matériel.

Néanmoins ce sombre tableau ne doit pas occulter de belles réussites d'entreprises étrangères depuis une quinzaine d'années. On citera les entreprises ayant bénéficié des zones franches urbaines à la fin des années 1990, notamment à Antananarivo et à Antsirabe, qui oeuvrent dans l'agro-alimentaire ou le textile, la mise en place de gros projets extractifs miniers par des consortiums multinationaux (QMM, Ambatovy <http://www.ambatovy.com/docs/?lang=fr&p=110>), le dynamisme de la téléphonie, de la bureautique à distance, de la distribution alimentaire ou énergétique. Encouragés par le retour d'une alternance démocratique, les investissements étrangers ont augmenté de plus de 25 % entre 2015 et 2016 année où ils ont atteint 438 millions \$. En 2016, Sommet du COMESA (Marché commun de l'Afrique de l'Est et australe) Sommet de la Francophonie, et Conférence des bailleurs a aussi été marquée par trois sommets internationaux majeurs, destinés entre autres, à renforcer l'attrait du pays pour les investisseurs et afficher la confiance retrouvée des bailleurs.

Madagascar, une porte d'entrée vers l'Afrique de l'Est ?

Aujourd'hui, les principaux flux d'investissements ou de produits se font entre Madagascar et l'Union Européenne (surtout la France, notamment l'île de la Réunion), et de façon croissante la Chine, l'île Maurice, et l'Afrique du Sud. En dépit de la proximité géographique et de l'appartenance au COMESA de certains pays d'Afrique orientale et australe au Comesa (Common Market of East and Southern Africa), les principaux partenaires économiques de Madagascar, hormis Maurice, n'appartiennent donc pas cette zone à laquelle n'appartiennent ni

l'Afrique du Sud, ni le Mozambique, ni la Tanzanie voisines), et avec laquelle, les relations financières et économiques, de même que les liaisons maritimes ou aériennes demeurent relativement faibles. En outre, la plupart des pays membres du COMESA sont des Pays moins avancés (PMA) et Madagascar, fortement attirée par le tropisme asiatique, réfléchit à une intégration à l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-est)

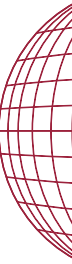
La localisation dans le sud-ouest de l'océan Indien invite pourtant à considérer les débouchés potentiels des productions malgaches vers les rivages africains, moyens-orientaux et asiatiques de l'Océan, avec lesquels les relations maritimes sont encore peu étoffées, faute notamment portuaires adéquates. La diversification des relations aériennes souligne aussi l'élargissement des relations économiques, notamment vers l'Asie (Singapour, Bangkok), mais aussi et de façon plus récente vers la Turquie.

Quels atouts mettre en avant ?

Le premier atout tient à la main d'œuvre malgache, abondante, jeune... et peu coûteuse tant la grille des salaires est basse. Si la majorité de la population est rurale et peu formée, il existe aussi dans les grandes villes une élite très qualifiée et ouverte sur l'international, que la faiblesse de l'emploi qualifié contraint à une « fuite des cerveaux » vers l'Europe, les États-Unis ou le Canada... C'est pourtant une population qui préférerait travailler et vivre à Madagascar plutôt que l'expatriation, et est avide d'innovations et de désenclavement.

Le second tient à l'abondance et à la qualité des ressources naturelles, à comprendre au sens

« Le premier atout tient à la main d'œuvre malgache, abondante, jeune... et peu coûteuse tant la grille des salaires est basse. »



RESTAURANT MADAGASCAR GASTRONOMIE

41 RUE DU GÉNÉRAL LECLERC
95750 CHARS
TEL 06 58 28 40 58 - 01 75 39 28 88



RESTAURANT SUR PLACE - TRAITEUR POSSIBILITÉ DE DÉPLACEMENT -
PLAT CUISINÉ ET A EMPORTER
ORGANISATEUR ÉVÈNEMENTIELS - SOIRÉE A THÈME - KARAOKÉ -
RÉCEPTION - SÉMINAIRE - MARIAGE ...



Robert
Depuis 1940
PLANTEUR
CHOCOLATIER

MADAGASCAR



Retrouvez tous nos produits en France, de la fève à la tablette
Ateliers - Boutique - Show room - Ventes en gros/détails
123 Avenue Daumesnil 75012 Paris
Métro Gare de Lyon
vente.chocorobertfrance@gmail.com



▷▷▷ large du terme. La diversité et la beauté des écosystèmes et des paysages, qu'ils soient sauvages ou agricoles a alimenté un secteur touristique, qui, pénalisé par l'éloignement et les troubles politiques, est resté préservé du tourisme de masse, excepté à Nosy be. Le secteur touristique est par conséquent plus discret, parfois élitiste à l'échelle internationale, mais concerne les classes moyennes et élevées nationales.

Madagascar est également un grand pays agricole, dont les potentialités en termes de terres cultivables, de diversité climatique, et de main d'oeuvre sont sous-exploitées, à cause du flou foncier, de l'inaccessibilité de bien des zones rurales, de la faiblesse de la productivité. Préservé de l'agriculture intensive et productive de la révolution verte, Madagascar est un terrain fertile pour toutes les productions biologiques, et de qualité, avec des procédures de certification qui commencent à se développer.

Enfin, c'est un pays aux ressources énergétiques et minières abondantes. Ces dernières sont considérées par les dirigeants comme le secteur porteur, capable d'attirer les investissements étrangers conséquents et d'engendrer un processus de développement en cascade

Quels sont les défis à venir de Madagascar ?

Il y en a bien sûr beaucoup, les principaux tenant à la lutte contre la pauvreté. A ce titre, la structure par âge de la population, dont 40 % a moins de 20 ans, impose de réfléchir aux moyens d'existence actuels et futurs des jeunes : qu'ils puissent accéder à la terre et vivre dignement d'une agriculture à la fois plus rémunératrice et plus nourricière ; qu'ils puissent aussi se tourner vers d'autres activités. Ce qui n'est possible que par l'amélioration de l'éducation, préalable à tout développement humain, et la diversification et l'augmentation de l'offre d'emploi.

Il semble urgent d'assainir et de sécuriser la gouvernance des investissements. C'est à quoi s'attelle actuellement le gouvernement avec de nombreuses réformes déjà réalisées et une réforme attendue du code minier. L'amélioration des réseaux de transports routiers et ferroviaires et des approvisionnements énergétiques apparaît également comme une priorité.

Les investissements chinois à Madagascar : complémentarité ou bien concurrence ?

Comme dans bien des pays africains, les investissements chinois se sont considérablement développés à Madagascar depuis une quinzaine d'années et ce dans différents secteurs : l'agriculture (élevage bovin, culture du sorgho), l'agro-alimentaire (production de sucre), l'extraction

minière (fer, avec un gros projet dans le nord-ouest, pour l'instant en stand by ; ilménite... et de petites exploitations), la construction de routes et le bâtiment, et la distribution et le petit commerce. Les entreprises concernées sont très diverses : elles vont de grosses sociétés d'État ou de gros conglomérat (dans le secteur extractif ou la construction), à de tout petits entrepreneurs, dans le secteur commercial par exemple. Depuis 2010, les entreprises chinoises sont en tête du classement du nombre de créations d'entreprises étrangères à Madagascar, devant les entreprises françaises.

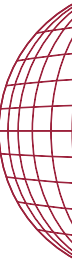
La Chine représente un concurrent pour la France et pour d'autres investisseurs. Toutefois, compte tenu des risques évoqués plus haut, on doit constater que les entreprises chinoises ont occupé des places laissées vides, et ont aussi parfois fait les frais de la mal-gouvernance des investissements étrangers. La concurrence exercée par la Chine joue pour le moment surtout en défaveur des petits entrepreneurs malgaches, dans le secteur de la petite distribution (vêtements et confection, ustensiles divers, petit électronique...). A Antananarivo, les magasins chinois sont devenus très visibles dans l'espace urbain et la concurrence chinoise alimente une certaine sinophobie.

Les consommateurs malgaches et leur attitude vis-à-vis des produits français.

Les consommateurs malgaches sont d'abord dans leur majorité, des consommateurs pauvres. C'est là une différence notable avec les pays émergents mais aussi des pays africains comme le Ghana, le Kenya, le Sénégal, ayant connu une croissance économique soutenue ces dernières années et dans lesquels une classe moyenne et donc un marché intérieur émerge. A Madagascar au contraire, les classes moyennes semblent sortir exsangue des années dites « de Transition ». C'est la raison pour laquelle les produits de fabrication chinoise (vêtements et textiles, outillage varié, métallurgie et produits de gros, petit électronique et mécanique) rencontrent un certain succès : même si leur qualité est souvent critiquée, leur prix est abordable.

La fibre nationaliste est aussi sensible à Madagascar : les consommateurs apprécient les produits de fabrication malgache. Le label « Vita gasy » (fait à Madagascar) a fait le succès des produits agro-alimentaires Tiko, et du self made man Marc Ravalomanana devenu président de la République en 2002. Les Malgaches sont aussi fiers de produits malgaches de qualité : des marmites en aluminium d'Ambatolampy, plus solides que les marmites chinoises, du café de l'Itasy, et de leur artisanat. ◉

« Madagascar est un terrain fertile pour toutes les productions biologiques »





La grande île parie sur des niches de marché

Auteur : Catherine Fournet-Guérin

Catherine Fournet-Guerin est enseignante et chercheuse en géographie à l'Université de Reims Champagne Ardenne. Elle est experte pour Madagascar, un pays qu'elle connaît très bien pour avoir fait des recherches sur le développement économique de la Grande île et plus particulièrement de sa capitale Antananarivo. Dans cet entretien, elle montre qu'en dépit des aléas politiques, il est possible de faire des affaires très rentables dans la Grande île à condition toutefois de bien cibler une niche de marché pour s'y positionner.

Quel regard portez-vous sur la trajectoire économique de Madagascar, ces dernières années ?

Tout dépend du repère historique que l'on prend en compte. A la fin de la présidence de Didier Ratsiraka par exemple, puis durant les débuts de la présidence de Marc Ravalomanana, on constate une nette amélioration économique, ce qui était lié à la volonté d'ouverture, à celle de créer des partenariats avec des pays voisins et étrangers. Cette période s'étale des années 1997 à 2008 où la Grande île a beaucoup accueilli des investissements étrangers (IDE) et amélioré ses infrastructures. On a même rénové des routes.

On constate ensuite un retournement de la conjoncture qui avait déjà commencé à la fin de la présidence de Marc Ravelomanana. Ce dernier a été contesté à la suite de son projet de céder 1,3 millions d'hectares à l'entreprise sud-coréenne Daewoo en novembre 2008. Il a été destitué en 2009. C'est là que s'ouvre une longue période d'incertitude sur le plan politique et de difficultés de tous ordres pour la Grande île qui a beaucoup perdu. Le pays a été mis à l'écart de la plupart des instances internationales, en raison du caractère non constitutionnel de la destitution, et les aides des bailleurs internationaux ont été suspendues. Il a été également exclu de l'accord commercial African Growth and Opportunity Act (AGOA) avec les États-Unis, qui avait contribué à l'essor des exportations, notamment textiles, dans les années 2000.

Depuis 2013, un nouveau président Hery Rajaonarimampianina a été élu. Il veut avant tout rassurer les investisseurs et le milieu des affaires, réin-

tégrer le pays dans les instances internationales, régionales et africaines. L'accord de l'AGOA a été repris avec les États-Unis. Il en est de même pour le partenariat avec l'Union européenne (UE).

De nos jours, Madagascar semble se trouver sur une trajectoire plus stable sur le plan politique. La question qui se pose ici : est-ce que cela va durer ? On peut l'espérer mais il est encore très tôt pour faire un bilan de la présidence de Hery Rajaonarimampianina car si l'on se fie aux statistiques d'année en année, cela n'a pas grande signification, il faut tenir compte d'une trajectoire qui s'étale dans la durée pour tirer des conclusions.

Quelles sont les caractéristiques principales du marché malgache ?

La Grande île occupe une faible place dans les échanges internationaux car son PIB est peu significatif. Cependant, il convient de prendre en compte des niches de marché dans lesquelles le pays s'est spécialisé comme par exemple, le secteur de la vanille. En dépit des aléas politiques, des difficultés logistiques et de la présence des concurrents dans ce secteur, la Grande île reste un grand producteur mondial. Elle a une position encore dominante dans ce secteur.

Plus récemment, depuis une vingtaine d'années, on a vu se développer des zones franches d'exportation qui couvrent tout le territoire et plus particulièrement la capitale Antananarivo. De nos jours, on trouve des zones franches avec des entreprises mauriciennes, des entreprises chinoises et indiennes, des entreprises françaises provenant de la Réunion, entre autres. On y produit du textile, du prêt-à-porter. Des marques



françaises comme par exemple, Petit bateau (vêtement pour enfants) sont installées vers la région d'Antsirabe. On trouve également certains produits de luxe et beaucoup de services du fait l'implantation des centres d'appels français et aussi marocains.

Les exportations de Madagascar sont des niches très précises. Sur la côte ouest de Madagascar, à Majunga, il y a une concentration de la filière de la pêche (crevettes) avec des firmes aquacoles très dynamiques qui exportent des crevettes vers l'Europe, dont certaines sont certifiées biologiques et vendues très cher sur le marché international. Cela constitue une forte valeur ajoutée pour Madagascar. On est donc face à une économie à la fois marquée par une faible industrialisation mais avec des segments de marché extrêmement porteurs et rentables en particulier dans le secteur de l'agriculture. Lecofruit par exemple, commercialise des haricots verts produit dans la région autour de la capitale Antananarivo. D'autres niches sont par exemple la production de fèves de cacao, avec le développement encore timide mais réel d'usines de transformation sur place, fèves qui sont très recherchées au niveau international pour leur qualité, ou encore les langoustes, elles aussi exportées. On trouve ainsi beaucoup de petits marchés locaux qui peuvent être extrêmement rémunérateurs pour les entreprises à condition de bien repérer et cibler.

La Grande île dispose d'un avantage comparatif majeur car sa main-d'œuvre est peu coûteuse. Est-ce suffisant pour séduire les investisseurs et pour opérer un rattrapage économique ?

C'est là une question fondamentale dans ce que constitue « la division internationale du travail ». Pendant longtemps, les économistes parlaient du principe selon lequel le coût de la main-d'œuvre était déterminant pour attirer les entreprises. Or, on s'aperçoit de plus en plus que dans la pratique, il n'en est rien. La Chine par exemple, où le coût de la main-d'œuvre a bien augmenté ces dernières années du fait de l'élévation du niveau de vie, reste cependant un pays extrêmement attractif sur le plan économique. Pour prendre un cas extrême, on peut évoquer la Suisse. Les salaires suisses sont parmi les plus élevés du monde et pourtant le pays crée beaucoup d'emplois et attire les investisseurs étrangers. Il faut donc relativiser ce principe et ne pas miser tout sur la main-d'œuvre pas chère.

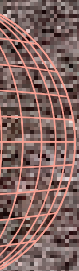
Quelles sont selon vous, les faiblesses de l'économie malgache qui pénalisent le monde des affaires ?



Elles sont diverses et multiples. C'est la faiblesse des infrastructures essentiellement la vétusté des routes qui pénalisent les échanges commerciaux internes. Beaucoup sont impraticables lors de la saison des pluies. Hormis sur les grands axes (Tananarive - Tamatave; Tananarive - Majunga; Tananarive - Fianarantsoa et Tuléar), l'état des routes est très aléatoire, faute d'entretien régulier.

Enfin, les problèmes résident dans la corruption et l'opacité du système fiscal. La corruption augmente le coût de la production. Ce sont des pratiques très fréquentes dans la Grande île car pour accélérer les démarches, on a recours à des *bakchich* et pots de vin. Cela nuit à l'image du pays à l'étranger et à sa croissance interne. Quant au système fiscal, il est perçu comme injuste par une partie des opérateurs qui ont l'impression d'une inégalité de traitement par rapport au secteur informel qui ne paie aucun impôt. Celles qui paient des impôts ont le sentiment d'être lésées - ce qui les conduit à des pratiques de contournement d'autant que l'État n'améliore en rien l'environnement des affaires. Ce qui se traduit concrètement par une levée des impôts très faible. Il faut trouver un juste équilibre entre les différentes parties concernées. Il ne s'agit pas d'écraser les entreprises avec des impôts mais permettre à l'État malgache de se construire et développer une infrastructure économique. Il est indispensable de disposer d'une assiette fiscale qui soit partagée, qui soit juste et acceptée par tous les opérateurs. Et il faut enfin assurer la sécurité juridique des investissements, nationaux comme étrangers, ce qui est loin d'être le cas : c'est la condition *sine qua non* du développement économique, et cela doit être garanti par des lois effectives.

<http://www.univ-reims.fr/site/laboratoire-labellise/habiter-ea-2076/l-equipe,11220,20288.html>



La Grande île, de retour

Secteur agricole

Source : Veille interne - Catherine Fournel Guérin

LA PISTE DE LA CERTIFICATION POUR LA FILIÈRE VANILLE

◇◇◇◇◇◇◇◇

En dépit des difficultés logistiques, de la présence des concurrents et des aléas et contraintes naturels (cyclones, vieillissement des plantations), Madagascar demeure le premier producteur mondial car il dispose d'une expertise très ancienne qui remonte à l'époque coloniale et d'une notoriété reconnue internationalement. La Grande île couvre environ 80 à 85 % de la production mondiale. Le secteur « fait vivre près d'un millions paysans repartis dans huit régions, sans parler des préparateurs, collecteurs et exportateurs », selon l'Express de Madagascar. « En 2015, 2.500 tonnes ont été exportées, pour un total de 118 millions \$. » La vanille constitue la troisième source de devises (après le nickel et la girofle) pour Madagascar. Une partie importante des exportations est dirigée vers les Etats-Unis, puis vers l'Europe.

Si les entrepreneurs malgaches parvenait à se faire labelliser - car on dit toujours à Madagascar que notre agriculture est 100 % bio du fait que nous n'avons pas de moyens pour acheter des engrais. Or, aucun producteur ne pense à labelliser sa production ; ce qui représente une perte de valeur ajoutée sur le marché international et donc de gain. Il est vrai que la certification

bio et la labellisation représentent un coût pour les producteurs - mais il est compensé par des avantages et des rendements substantiels. Des amorces existent, comme avec la certification « commerce équitable et bio » (Max Havelar) qui s'est mise en place à partir d'une coopérative de la région productrice, au Nord-est du pays. Si la filière vanille pouvait se structurer, s'organiser autour d'un pôle et se faire certifier avec des normes ISO de qualité, ce serait là une piste porteuse car Madagascar pourrait miser sur son terroir pour inciter les investisseurs. C'est la même chose pour l'ylang ylang, un arbuste dont on extrait une essence pour la parfumerie notamment. Si le gouvernement incitait les producteurs à appliquer des normes de qualité pour améliorer sa compétitivité et organiser la filière autour d'un pôle, alors il est certain que la Grande île pourrait miser sur son terroir pour toute la production agricole. Cette piste peut prendre quelques années et être très rentable. D'autres pays d'Afrique ont ainsi misé avec succès sur de telles valorisations de terroirs et de productions, comme le poivre rouge de Penja au Cameroun ou le safran autour de Taroudant au Maroc.

Source : L'avenir - 26 décembre 2016

LE CACAO, LE NOUVEL « OR » MALGACHE

◇◇◇◇◇◇◇◇

Sur l'île de Madagascar, le marché du cacao est en plein essor. Mais profite surtout à l'étranger, où elle est transformée et vendue à prix d'or.

Une charrette tractée par un zébu sort en cahotant de la forêt tropicale d'Ambanja, dans le nord

de l'île de Madagascar. Sa cargaison de cabosses de cacao va être vendue quelques euros pour devenir un des chocolats les plus prisés de la planète. « Ces cabosses rouges, c'est du criollo, le cacao le plus recherché au monde! », affirme fièrement





★
Franco-Malgache
★

Restaurant Le Bresson

01 72 59 68 44
★

VOLA sy PASCAL
Traiteur - Pâtisserie
contact.restaurantlebresson@gmail.com

11 Rue Cartier Bresson
93500 Pantin



Un bout de Madagascar à Paris

"Les incontournables de la gastronomie malgache, de l'amuse-bouches aux plats traditionnels avec les épices, jusqu'à la pâtisserie locale, sans oublier les inévitables et réputés rhums malgaches

Cuisine fraîche et faite maison

Un décor et une ambiance typiquement malgache!"

*Une cosmétique vraie,
naturellement généreuse
et généreusement naturelle...*



Boutique : www.madagas-care.com

▷▷▷ Cyrille Ambarahova, petit producteur au milieu de son hectare de cacaoyers étiquetés « 100% bio » et certifiés « commerce équitable ». Si le cacao est arrivé à Madagascar dans les années 1900, ce n'est que depuis une vingtaine d'années qu'il a vraiment pris le pas sur les plantations de café, victimes notamment de la concurrence sud-américaine. Et à la différence de la vanille, l'autre produit de luxe de la région, il peut se récolter toute l'année. Une fois les cabosses tombées des arbres, les ramasseurs emmènent la cargaison à dos de zébu dans l'arrière-cour de la maison de Cyrille pour en extraire les fèves fraîches. À ce stade, difficile d'imaginer que ces grappes blanchâtres et gluantes finiront par devenir du chocolat fin. Avec une production annuelle de 7 000 tonnes, Madagascar reste un nain du marché mondial du cacao, mais ses variétés dont le fameux « criollo » lui ont permis de décrocher l'appellation très précieuse de « cacao fin ».

À Ambanja, où les pousse-pousse sont plus nombreux que les voitures, la population vit au rythme du cours du cacao. Mais les petits producteurs comme Cyrille n'ont pas vraiment leur mot à dire dans la longue chaîne de fabrication.

90% DE LA POPULATION SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ

Les fèves qu'ils récoltent sont vendues à des collecteurs mandatés par de gros producteurs tels que la compagnie française Millot. Avec d'autres collègues, Cyrille a rejoint une coopérative pour essayer de négocier des prix planchers. Mais leurs efforts sont rarement récompensés. Lui aussi producteur, Rémi Jaofeno peste contre les prix trop bas. « Le comble, dit-il, c'est que notre cacao est mangé en France alors que nos enfants ici ne mangent même pas de chocolat », faute de pouvoir s'en offrir. « À Madagascar, on considère qu'on est dans un des paradis du cacao, affirme Thomas Wenisch, le Français qui dirige l'exploitation et ses 700 employés. On est relativement exempts de maladie grâce à la situation insulaire. Et la saison sèche assez marquée freine le développement des moisissures. » Malgré cette position privilégiée, la chaîne de fabrication du chocolat malgache s'arrête là. L'essentiel de la récolte est envoyée pour transformation à l'étranger, où elle deviendra un cacao fin, vendu près de 5€ la plaque de 100 grammes à Paris. Le peu qu'il reste est transformé à Antananarivo et vendu aux rares habitants de la capitale qui ont les moyens.

Secteur électricité

Source Cyclope - marchés mondiaux 2016 - page 111

L'AFRIQUE, UN CONTINENT ÉCLAIRÉ ?

◇◇◇◇◇◇

L'Afrique manque de lumière. Deux tiers de la population – soit environ 643 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité. Coût élevé de l'électricité, coupures fréquentes entravent aussi l'activité économique, notamment en Afrique du Sud, au Botswana, au Ghana ou en Zambie et à Madagascar. Aujourd'hui, les initiatives se multiplient. Dernière en date, celle de la Banque africaine de développement (BAD), « Un nouveau pacte pour l'énergie en Afrique » lancé au Forum économique de Davos en janvier. Quatre objectifs sont poursuivis par ce nouveau pacte : augmenter la production du réseau par l'ajout de 160 GWh de nouvelles capacités d'ici 2025, ce qui représente un quasi-doublement des capacités actuelles ; développer la transmission du réseau et les connexions au réseau pour créer 130 millions de nouvelles connexions d'ici 2025 ; favoriser la production hors réseau pour ajouter 75 millions de connexions d'ici 2025 – soit près de 20 fois plus qu'aujourd'hui et inciter à l'accès à l'énergie propre pour la préparation des repas dans environ 130 millions de foyers. Le coût de l'opération se situe entre 60 et 90 milliards de \$ par an. Elle

sera financée par les bailleurs de fonds, les gouvernements africains et le secteur privé.

En 2013, Barack Obama lançait le plan « Power Africa » pour réduire le déficit énergétique de l'Afrique en fédérant les gouvernements africains, le secteur privé et les partenaires de développement. Dans l'escarcelle, les États-Unis ont mis 7 milliards de \$. L'objectif est d'installer 30 000 MW en privilégiant l'énergie propre et renouvelable d'ici 2030 en donnant l'accès à l'électricité à 60 millions de foyers. Alors que la chambre des représentants du Congrès a adopté en février 2016 la loi « Electrify Africa Act of 2015 », faisant de l'accès à l'électricité, une priorité de la politique étrangère, le plan a permis jusqu'à présent de lever environ 40 milliards de \$, dont 31 milliards de \$ en provenance du secteur privé et de générer 4 100 MW. Parmi les institutions de développement figurent la BAD mais aussi la Banque Mondiale, le gouvernement suédois et l'Union européenne. Signalons également l'initiative « Energy Africa » de la coopération britannique (DFID) où le projet Énergie pour l'Afrique de Jean-louis Borloo.



Secteur logistique

Source : Euronews - 1er septembre 2016

QUAND MADAGASCAR SE REPLACE AU CENTRE DU MONDE!

◇◇◇◇◇◇

Une autre vision de Madagascar : le port de Toamasina, le poumon économique du pays. Il concentre à lui seul les trois quarts des échanges maritimes de Madagascar. Ces dernières années, ce port s'est transformé, modernisé, et répond désormais aux normes internationales les plus strictes.

« Nous avons revu la manutention, le stockage, et puis la sécurité. Sur deux choses : modernisation et puis normalisation du système d'exploitation. », mentionne Jean Berthin, manager général de la SMMC (Société de Manutention des Marchandises Conventionnelles). Que ce soit le traitement des containers, l'accès des transporteurs, les opérations de douanes : tout ou presque ici est désormais informatisé. Une nouvelle manière de fonctionner qui a été élaborée grâce à un partenariat entre les autorités malgaches et des acteurs privés de renom comme la société qui gère les containers. Un mastodonte présent dans 30 ports sur la planète. Selon une enquête réalisée par un géant du transport maritime, ce port de Toamasina fait tout simplement partie du top 5 de l'Afrique sub-saharienne en termes de productivité. Par ailleurs un vaste chantier de transformation va débuter en 2017.

OBJECTIF : CONTINUER DE BOOSTER LES PERFORMANCES DE CETTE PLATE-FORME.

650 millions de dollars. L'investissement est important. Il devrait permettre de créer une nouvelle zone de stockage, de rallonger le brise lame, mais aussi et surtout d'allonger le quai marchandises sur près de 500 mètres. Le tirant

d'eau, autrement dit la distance entre la ligne de flottaison et le bas de la quille des navires devrait ainsi être considérablement augmenté. Pour Christian Eddy Avellin, manager général du port de Toamasina, « Les bateaux de dernières générations, les porte-conteneurs, leur tirant d'eau est de 13-14 mètres. Nous on veut déjà anticiper et on pense aller jusqu'à 16 mètres. » Les acteurs du port sont unanimes. Ce projet devrait permettre à Toamasina d'entrer dans une nouvelle ère. « Pour Madagascar, ça va vraiment aider l'économie, avance Michael Ratrimo, directeur de MICT (Madagascar International Container Terminal services). Il y aura beaucoup plus de navires, de plus gros porteurs qui arriveront en direct. Et qui dit direct dit réduction de coûts, économies d'échelles. » « Notre objectif, c'est de créer et de mettre en place un centre de logistique portuaire efficace, poursuit Jean Berthin. C'est comme ça qu'on va augmenter notre trafic. C'est comme ça qu'on va donner satisfaction aux bateaux. » L'idée, c'est aussi d'adapter les infrastructures à l'évolution de l'environnement économique. Madagascar est en train de développer l'exploitation de ses nombreuses ressources naturelles. En outre, le trafic maritime sur l'axe Sud-Sud, entre l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine est en plein boom. Une aubaine que le pays ne veut pas laisser passer. « Depuis toujours, on a assimilé Madagascar à un pays au bout du monde, mais aujourd'hui ce n'est plus vrai. On n'est plus au bout du monde, on est au centre du monde! »

Secteur tourisme

Source : *Échos touristiques* - 22/09/2016

MADAGASCAR VEUT DOUBLER SA FRÉQUENTATION EN 2018

○○○○○○

En chute sur le marché français, Madagascar annonce un repositionnement stratégique, et déploie un programme de marketing affinitaire. Elle promet de nouvelles infrastructures, tout en œuvrant pour la privatisation de sa compagnie aérienne nationale. Le climat d'insécurité relayé par les médias français a eu raison de la fréquentation de Madagascar, en chute depuis plusieurs saisons. « Nous souffrons d'une image néfaste avec un déficit de 100 000 voyageurs français, perdus ces dernières années », constate Joël Randriamandranto, président de l'Office national de tourisme de Madagascar.

UN DÉFICIT DE CONFIANCE

Comment les inciter à revenir ? Le 21 septembre à l'IFTM, Roland Ratsiraka, ministre du Tourisme, a rencontré une sélection de tour-opérateurs français. Il confirme le déficit de confiance ressentie par la clientèle et les organisateurs de voyage, et reconnaît que les difficultés de la compagnie aérienne nationale Air Madagascar, inscrite entre 2011 et juin 2016 à l'annexe B de la liste noire de l'Union européenne (obligation d'affréter des appareils d'autres transporteurs avec équipage), ont véhiculé une piètre image de son pays. « Nous avons créé une nouvelle stratégie de com-

munication autour d'une marque, « l'île au trésor », et allons décliner des campagnes marketing affinitaires autour du trekking, du tourisme vert, de l'ornithologie, de la pêche sportive, de la plongée », souligne Joël Randriamandranto.

UN PLAN POUR LE TRANSPORT AÉRIEN ET ROUTIER

La privatisation en cours d'Air Madagascar et les travaux d'agrandissement de l'aéroport d'Ivato (Antananarivo), au point mort depuis l'été 2015, sont présentés comme un premier pas vers une stabilisation. « L'État est prêt à céder 49 % du capital. 13 candidats se sont déclarés intéressés, mais il est trop tôt pour dévoiler leur identité », estime Gilles Filiatreault, directeur général d'Air Madagascar. Dotée en long-courrier de deux Airbus A340 vieillissants (19 ans en moyenne), la compagnie nationale effectue aussi les vols intérieurs sur ATR 72. « Avec l'appui de la Banque Mondiale, nous allons mettre au point une nouvelle politique du transport aérien », annonce Roland Ratsiraka. Un programme d'investissements routiers de plus d'un milliard \$, accompagné par l'Union européenne, doit permettre au terme des travaux de réduire les coûts des séjours à Madagascar, grevés par le coût des déplacements domestiques. ☉



Les clés

Madagascar est le pays de *mora mora* (lenteur) où il faut s'armer de patience pour les démarches administratives et pour faire des affaires. La corruption est un expédient souvent utilisé pour accélérer les échanges. Le pays doit faire des efforts pour améliorer l'environnement des affaires et la sécurité.

La Grande île a des atouts indéniables car son potentiel agricole (vanille) et touristique peuvent vous ouvrir de nouvelles perspectives. Ses opportunités sont multiples dans divers secteurs comme le secteur minier, la construction ou bien les infrastructures, domaine où Madagascar cherche des investisseurs capables de moderniser et de rentabiliser ses équipements vétustes.

Madagascar est régulièrement classé parmi les pays les moins avancés (PMA). Il est signataire de plusieurs accords régionaux : Marché commun de l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe (COMESA) ; de la Commission de l'Océan Indien (COI) et de la Communauté de l'Afrique australe (SADC). Depuis 1995, le pays est membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Madagascar est lié à l'Union Européenne par l'accord Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) en vigueur depuis 2003. Il fait partie du groupe de pays d'Afrique orientale et australe qui sont signés en accord avec l'UE, entré en vigueur depuis 2012. Il concerne les règles d'origine, les dérogations et les réductions tarifaires des échanges entre l'Union européenne et chacun des quatre pays signataires (Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe) ; consulter le PDF via le lien : [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22012A0424\(01\)&rid=2](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22012A0424(01)&rid=2)

Pour connaître l'état des négociations entre l'UE et l'Afrique orientale et australe, consulter le site <http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/regions/esa/>

① LA PROCÉDURE DES ÉCHANGES

○○○○○○

Il est nécessaire de remplir une déclaration en douane via le site de la douane malgache pour toute expédition : <http://www.douanes.gov.mg/formulaires-telecharger>

Il existe un certain nombre de produits qui sont interdits à l'importation. Voir la liste : <http://www.douanes.gov.mg/prohibitions-interdictions>

Les documents d'accompagnement la déclaration de douane :

- La facture commerciale en trois exemplaires rédigée en français, elle doit contenir un certain nombre de mentions récapitulées dans un avis du directeur des douanes de Madagascar. (<http://www.gasynet.com/images/pdf/fr/Note-270-Avis-au-public-facture-finale-bsc-.pdf>). Elle doit mentionner le montant de la facture en chiffres et en lettres, le numéro d'identification fiscale de l'acheteur, le numéro d'autorisation, le code douanier de la marchandise, l'origine, l'incoterm... Cette facture doit impérativement être signée et tamponnée. Ces précisions sont indispensables pour le bordereau de suivi de cargaison.

- Un certificat d'origine, établi sur la demande de l'importateur et visé par la chambre de commerce et d'industrie compétente.

- Un certificat phytosanitaire pour les fruits, les légumes, les semences et autres végétaux. Il est délivré par le service régional de la protection des végétaux relevant de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt. Consulter le site : <http://agriculture.gouv.fr/reforme-territoriale-la-nouvelle-carte-des-draaf-0>

- Un certificat sanitaire indispensable pour les viandes, les produits d'origine animale. Il est délivré par la direction départementale des services vétérinaires. Voir le site : <http://www.economie.gouv.fr/dgccrf/coordonnees-des-DDPP-et-DDCSPP>

Madagascar est actuellement fermé pour certains produits (œufs, viande de volaille) Il est conseillé de se renseigner auprès de son importateur.

- Un certificat ou attestation de consommabilité. Il est mentionné sur le site de douane de Madagascar dans la rubrique : « prohibitions et interdictions ». Il concerne les produits alimentaires.

Le bordereau de suivi des cargaisons

Depuis 2007, il est obligatoire de disposer d'un bordereau de suivi des cargaisons. Madagascar fait partie de la liste des pays qui imposent des obligations de chargement à l'export. Se renseigner via le site : <https://bscmg.sgs.com/>

Les droits de douane à Madagascar

En moyenne les droits de douane appliqués en 2014 sont :

- 11,7% pour tous types de produits
- 14,6% pour les produits agricoles
- 11,3% pour les produits non agricoles

Source OMC

Depuis 2007, un contrat-cadre entre le gouvernement et la société GasyNet a permis la mise en place de TradeNet, un guichet unique électronique permettant d'accomplir une grande partie des formalités de dédouanement (à l'importation ou à l'exportation). Il s'effectue selon trois circuits : le bleu (pour les importateurs considérés comme fiables); le jaune (pour les produits à risque moyen) et le rouge (pour les produits soumis à contrôle).

La politique d'importation de la Grande île est relativement ouverte car il n'y a pas de système de licence d'importation sauf pour quelques produits considérés comme stratégiques.

Pour renforcer la mise en œuvre du Code International pour la Sûreté et la Sécurité des navires et des Installations Portuaires « ISPS Code », les autorités ont mis en place une *advance cargo declaration* dans les ports malgaches ouverts aux trafics internationaux. Cette déclaration, réalisée via le système EDI, doit être établie par le

transporteur ou le commissionnaire de transport avant l'arrivée du bateau dans le port. Voir le site : <https://acdmada.com/fr>

Enfin, Madagascar possède des zones franches. Se renseigner sur le site : <http://www.edbm.gov.mg/fr>

Source : OMC - Examen des politiques commerciales

② EMBALLAGE & ÉTIQUETAGE

◇◇◇◇◇◇◇◇

Tous les produits importés à Madagascar doivent être traduits en malgache (*malagasy*). Les étiquettes doivent contenir les éléments suivants : nom du produit et nom de l'adresse du fabricant; le lieu de production, la composition du produit et ses principaux ingrédients, son poids, son volume et sa quantité, les dates de fabrication et de péremption.

Pour les produits alimentaires, il faut mentionner les quantités, le poids exact, les contenus, la date de production, les ingrédients et additifs, la date limite de consommation, les indications pour la conservation et le mode d'emploi.

Le meilleur moyen de vous assurer que votre étiquetage est conforme est de demander à votre client. Vous pouvez ainsi vous protéger en précisant par contrat que le client doit approuver les échantillons et les étiquettes.

③ LOGISTIQUE ET DOUANE

◇◇◇◇◇◇◇◇

À l'export	Madagascar	Afrique Sub-Saharienne
Procédures frontalières	70h	101h
Coût des opérations	865\$	571\$
Préparation des documents	49h	91h
Frais documentaires	117\$	225\$

Source: Banque mondiale - *Doing Business 2017*

À l'export	Madagascar	Afrique Sub-Saharienne
Procédures frontalières	99h	141h
Coût des opérations	595\$	662\$
Préparation des documents	58h	105h
Frais documentaires	150\$	313\$

④ MOYENS DE PAIEMENT

◇◇◇◇◇◇◇◇

Paiement d'avance, virement bancaire ou bien crédit documentaire irrévocable et confirmé. La meilleure monnaie de facturation est l'Euro.

Risque de retards de paiement

Il est recommandé d'exiger un acompte en fonction du montant de la commande.

Bien vérifier la solvabilité de vos clients avant toute livraison car Madagascar est un marché à risque

►►► Sites de référence

<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25584>
Doing business in Madagascar 2017

<http://www.douanes.gov.mg>

Douane de Madagascar

<http://www.edbm.gov.mg/fr>

Les zones franches de Madagascar

<http://www.gasynet.com/images/pdf/fr/Note-270-Avis-au-public-facture-finale-bsc-.pdf> Facture commerciale - avis du directeur des douanes de Madagascar

<http://www.douanes.gov.mg/prohibitions-interdictions>

Douanes de Madagascar - prohibitions & interdictions

http://madb.europa.eu/madb/datasetPreviewFormIpubli.htm?datacat_id=IF&from=publi

Information en matière d'étiquetage

[http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22012A0424\(01\)&rid=2](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22012A0424(01)&rid=2)

Les règles d'origine, les dérogations et les réductions tarifaires des échanges entre l'Union européenne et chacun des quatre pays signataires

<http://www.coface.fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Madagascar> Études économiques de la coface

Madagascar, votre nouvelle destination

Auteur : Jeremie Gordien Ravahimanana, Consul honoraire de Madagascar à Nantes

Le monde bouge, le monde change. L'inertie est synonyme de déclin, voire même de disparition. Ce monde en pleine mutation requiert de nouvelles stratégies de la part de tous les États, des solutions concrètes pour les générations futures.



Pour Madagascar, le destin est tout tracé. L'ouverture économique est indispensable. Elle est vitale. L'arrivée de nouveaux investisseurs, notamment Français, est une chance à saisir car cela contribue au développement économique et à opérer le rattrapage.

En tant que Représentant de Madagascar pour le Grand Ouest France, il est de mon devoir de Consul Honoraire de renforcer les relations entre la France et Madagascar. J'ai aussi l'obligation de promouvoir la Grande île en participant à toutes les manifestations promotionnelles.

Madagascar est un pays à fortes potentialités humaines et naturelles, peu exploitées. L'usage de la langue française constitue son atout majeur, étant donné que le français y est la langue officielle au même titre que le malgache.

Pays à vocation agricole, la Grande île est connue pour ses produits de rente (vanille, girofle, cacao, café...) ses fruits et légumes. Si le volet exportation à l'état brut des produits a sa place au niveau international, la transformation est plutôt à la traîne. Le secteur agro-business est prometteur.

Avec 5600km de côte, ses mers regorgent d'inestimables ressources marines. Les crevettes, en aquaculture ou en eaux profondes, les crabes et le thon, constituent les principaux produits halieutiques exportés. Les autres espèces sont destinées à la consommation locale.

Madagascar est aussi une destination mer-découverte, grâce à son littoral très attrayant, mais aussi à ses sites touristiques incomparables, sa

biodiversité et surtout à l'accueil des autochtones dans les régions visitées. Le sous-sol y est très riche et les produits très convoités. Pierres précieuses (rubis, saphir, émeraude...) et matières premières comme or, mercure, uranium, gaz, huiles lourdes, pétrole, charbon, nickel, cobalt... Grâce à une politique de réformes mise en place par le gouvernement, des exploitants européens via les investissements directs étrangers (IDE) opèrent déjà sur place.

Au niveau des moyens de communication, trois opérateurs dans la téléphonie mobile couvrent le marché, avec seulement de 40 % de taux de pénétration. L'accès à la connexion internet par fibre à haut débit est au niveau 4G, facilitant toutes les opérations en ligne.

Afin d'encourager les investisseurs, des mesures favorables et avantageuses ont été prises pour séduire et fidéliser les opérateurs. L'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) a été créé pour inciter les investissements, améliorer l'environnement des affaires et assouplir les formalités liées à la création d'entreprises.

Le Consul Honoraire de Madagascar dans son rôle de facilitateur et acteur à part entière dans ce processus, applique les consignes pour une diplomatie économique au service du développement. Il est le médiateur entre des investisseurs potentiels et des autorités et autres entités sur place. ☉

www.consulat-madagascargrandouest.fr / 09 71 27 66 57
nantes@consulat-madagascargrandouest.fr

« Madagascar est un pays à fortes potentialités humaines et naturelles, peu exploitées. »

FOIRES ET SALONS

SECTEUR AGRICOLE & AGROALIMENTAIRE

FOOD AGRO TANZANIE
Dar-Es-Salam (Tanzanie)
22/08/2017 au 24/08/2017
Août 2018

SECTEUR PRODUITS AGROALIMENTAIRE, MACHINES D'EMBALLAGE...

www.expogr.com/tanzania/foodexpo/
rachel.d@expogr.com

SECTEUR AUTOMOBILES

AUTO EXPO TANZANIA
Dar-Es-Salam (Tanzanie)
16/08/2017 au 18/08/2017
Août 2018

SECTEUR AUTOMOBILE, VÉHICULES, CARAVANES, MOTOS...

www.expogr.com/tanzania/autoexpo/
info@rte-expo.ru

SECTEUR BÂTIMENT & CONSTRUCTION

SALON DE L'HABITAT
Antananarivo (Madagascar)
19/10/2017 au 22/10/2017

SECTEUR TECHNIQUE DE CONSTRUCTION, MATÉRIAUX & MACHINES CONSTRUCTION

www.foire-internationale-de-madagascar.com
sales.premiereligne@gmail.com

BUILD EXPO AFRICA
Dar-Es-salam (Tanzanie)
10/08/2017 au 12/08/2017
www.expogr.com/tanzania/buildexpo/support@expogr.net

MOZAMBUILD
Maputo (Mozambique)
22/11/2017 au 24/11/2017
Novembre 2018
www.mozambuild.com
moz@ametrade.org

ADDIS BUILD
Addis Abeba (Éthiopie)
13/10/2017 au 16/10/2017
www.addisbuild.com
info@addisbuild.com

THE BIG 5 CONSTRUCT EAST AFRICA
Nairobi (Kenya)
1/11/2017 au 3/11/2017
www.thebig5constructafrica.com
info@thebig5constructafrica.com

SECTEUR BIENS D'ÉQUIPEMENT & INVESTISSEMENT

KENYA TRADE EXPO
Nairobi (Kenya)
18/08/2017 au 21/08/2017
Août 2018

SECTEUR SALON MULTISECTORIEL DE BIENS DE CONSOMMATION

www.kicc.co.ke
info@kicc.co.ke

FACIM
Maputo (Mozambique)
28/08/2017 au 3/09/2017

SECTEUR SALON MULTISECTORIEL BIENS DE CONSOMMATION & ÉQUIPEMENT

www.ipex.gov.mz
info@facim.mz

FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ
Lomé (Togo)
24/11/2017 au 11/12/2017

SECTEUR BIENS DE CONSOMMATION & ÉQUIPEMENT

www.cetef.tg
ceteflome@cetef.tg

INDUSMACH TANZANIA
Dar-Es-salam (Tanzanie)
22/08/2017 au 24/08/2017

SECTEUR SALON MULTISECTORIEL DE BIENS D'INVESTISSEMENT

www.expogr.com/tanzania/indexpo/
rachel.d@expogr.com

RWANDA EXPO
Kigali (Rwanda)
Juillet 2017
Juillet 2018

SECTEUR SALON MULTISECTORIEL DE BIENS DE CONSOMMATION & ÉQUIPEMENT

www.psf.org.rw
info@psf.org.rw

SECTEUR LOGISTIQUE & TRANSPORT

INTERMODAL AFRICA
Accra (Ghana)
2/03/2018 au 29/03/2018
28/11/2018 au 29/11/2018

SECTEUR TRANSPORT ET LOGISTIQUE

www.transportevents.com
enquiries@transportevents.com

SECTEUR MINES

MINEXPO TANZANIA
Dar-Es-Salam
10/08/2017 au 12/08/2017
Août 2018
www.expogr.com/minexpotanzania/
rachel.d@expogr.com

SECTEUR SANTÉ

MEDIC EAST AFRICA
Nairobi (Kenya)
26/09/2017 au 28/09/2017
Septembre 2018

SECTEUR TECHNIQUE DE SANTÉ, PHARMACIE & SOIN

www.medicestafrica.com/en/home.html
mea@informa.com

NATIONS ÉMERGENTES

REVUE DE COMMERCE INTERNATIONAL

<http://www.nations-emergentes.org>

NUMÉRO 32 | JUIN 2017

Liste de nos Partenaires

Visa Plus <http://www.visa-plus.fr/>
Restaurant le Bresson <https://www.facebook.com/lebressonpantin/>
Cap Madagascar <http://www.capmadagascar.fr/>
Le Kiosk <https://www.2lekiosk.com/fr/>
Chocolaterie Robert <https://www.chocolaterierobert.com/>
Madagas'care <https://madagas-care.com/>
Restaurant https://www.facebook.com/pg/RESTAURANTMALGACHES-CHARS95750/about/?ref=page_internal
Malagache Gastronomie

LE KIOSK UNE EXPÉRIENCE INNOVANTE



FAMOUS

 LeKiosk

Une nouvelle expérience de découverte de magazines. Grâce à LeKiosk, bénéficiez d'une lecture en haute définition et d'une navigation fluide, précise et esthétique. Retrouvez un catalogue de plus de 1600 magazines pour satisfaire toutes vos passions et bénéficiez de recommandations personnalisées.

